



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du **18 7 AVR. 2019**

mettant la société Les Sablières de la Meurthe en demeure
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002
autorisant la société des Gravières de Leutenheim
à exploiter une carrière en eau d'alluvions rhénanes à Leutenheim

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.181-43 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002 autorisant la société des Gravières de Leutenheim à exploiter une carrière en eau d'alluvions rhénanes à Leutenheim ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2017 portant transfert de l'autorisation d'exploiter une carrière en eau d'alluvions rhénanes à Leutenheim ;

Vu le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 12 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société Les Sablières de la Meurthe a été autorisée à exploiter une carrière située à Leutenheim par arrêté du 22 novembre 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002 dispose que « *Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Une clôture efficace sera maintenue en limite des emprises ferroviaires.*

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées » ; qu'il a été constaté le 04 avril 2019 par l'Inspection des installations classées que la clôture n'est pas continue et qu'elle est dégradée ; qu'en l'état, l'accès aux zones dangereuses n'est pas interdit ; que les panneaux signalant le danger ont été dégradés ;

CONSIDÉRANT que l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002 dispose que « *L'exploitant implante, en aval de ses installations, des points de contrôle des eaux souterraines dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.*

Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines, compte tenu de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyses sont déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique qui sera adressée à l'inspecteur des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté » ; qu'il a été constaté par l'Inspection des installations classées que l'exploitant n'a pas déterminé de réseau de surveillance des eaux souterraines et qu'aucun contrôle n'est réalisé ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Les Sablières de la Meurthe, dont le siège social se trouve route de Contournement – BP25 – 54110 Rosières-aux-Salines, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Leutenheim :

- Article 13 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :
Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Une clôture efficace sera maintenue en limite des emprises ferroviaires.
Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Les clôtures ou dispositifs équivalents, ne devront pas faire obstacle à la circulation des eaux superficielles.
- Article 30 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2002, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :
L'exploitant plante, en aval de ses installations, des points de contrôle des eaux souterraines dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir d'une étude hydrogéologique qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.
Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines, compte tenu de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyses sont déterminées au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique qui sera adressée à l'inspecteur des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31 avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Les Sablières de la Meurthe par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Leutenheim.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI

2/2